



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Occitanie**

Nîmes, le **17 SEP. 2024**

Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2024-046N

**portant sur le renouvellement et l'extension de l'exploitation de la carrière exploitée par la société
OMYA SAS située au lieu-dit « Visseau du Corbeau et la Combe Posada », commune de MOULÉZAN**

Le préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;
- Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par arrêté du 21 mars 2022 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels " ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques " ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013008-0007 du 8 janvier 2013 modifié relatif aux obligations légales de débroussaillage ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°09-004N du 21 janvier 2009 autorisant la société ROCAMAT PIERRE NATURELLE à exploiter une carrière de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et la Combe Posada » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-113N du 28 juillet 2015 concernant les accès à la carrière de calcaire autorisée sur le territoire de la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et la Combe Posada » ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-036N du 11 avril 2019 concernant le changement d'exploitant d'une carrière à ciel ouvert de calcaire exploitée sur la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et la Combe Posada » ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n°76-2020-0062 du 10 février 2020 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEF-2020-0071 du 15 juin 2020 réglementant l'usage de certains matériels dans le cadre de la prévention des incendies de forêt ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-024-DREAL du 21 juin 2022 modifiant les conditions d'exploitation et les garanties financières de la carrière exploitée sur la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et La Combe Posada » par la société POLYCOR FRANCE;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire N° 2024-002-DREAL du 19 janvier 2024 prorogeant d'un an l'arrêté préfectoral n°09-004N du 21 janvier 2009 modifié autorisant la carrière située sur le territoire de la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et La Combe Posada » ;
- Vu** la demande d'autorisation environnementale, numéro de télédémarche B-230619-102120-598-127, soumise le 19 juin 2023, relative au renouvellement de l'autorisation d'exploitation et au changement d'exploitant d'une carrière située sur le territoire de la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et La Combe Posada » ;
- Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à la demande de compléments - formulée par courrier du 10 août 2023 - en réponse aux contributions des services, compilés dans un mémoire de réponse téléversé en date du 18 septembre 2023 ;
- Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à la demande de compléments - formulée par courrier du 17 novembre 2023 - en réponse à la contribution de la Direction de l'Écologie de la DREAL, compilés dans un mémoire de réponse téléversé en date du 21 décembre 2023 ;
- Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 23 novembre 2023 ;
- Vu** la réponse du pétitionnaire à l'avis de l'Autorité Environnementale téléversée en date du 10 janvier 2024 ;
- Vu** la décision n°E24000028/30 du 13 mars 2024 du président du tribunal administratif de Nîmes, portant désignation du commissaire-enquêteur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 avril 2024 portant ouverture d'une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société SAS OMYA FRANCE concernant le renouvellement d'une carrière à ciel ouvert de roche massive située au lieu-dit « Visseau du Corbeau et La Combe Posada », sur la commune de Moulézan ;
- Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
- Vu** les publications en date du 24 avril 2024 et 16 mai 2024 de cet avis dans le journal *Midi libre* et dans le journal *Objectif Gard* ;
- Vu** les avis émis par les communes de Moulézan, Montignargues, Fons-Outre-Gardon, Crespian et Saint-Bauzély ;
- Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
- Vu** le rapport et les propositions en date du 29 août 2024 de l'inspection des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 2 septembre 2024 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** le courrier du pétitionnaire daté du 9 septembre 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'importance des installations pour lesquelles une autorisation environnementale est sollicitée, nécessitent la mise en œuvre d'un certain nombre de précaution permettant de garantir la préservation des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de la carrière réalisée par la société OMYA SAS sur la commune de MOULÉZAN est encadrée par les dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés ;

CONSIDÉRANT que les engagements de l'exploitant contenus dans son dossier de demande et notamment les études d'impacts et de dangers, sont complétés par des prescriptions d'installation et d'exploitation conformément à l'article L 512-1 du code de l'environnement susvisé ;

CONSIDÉRANT que le dossier technique révisé en dernier lieu en 2023 par le demandeur précise les impacts et dangers des nouvelles installations ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le pétitionnaire a été conduit à apporter des compléments à son projet initial en réponse aux observations des différents services ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles que définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement et réduction prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que le projet est intégré dans la planification publique (schéma des carrières) ;

CONSIDÉRANT les mesures présentées dans l'étude d'impact de la demande susvisée pour éviter et réduire les impacts du projet sur l'environnement telles que définies dans le chapitre 5 de l'étude d'impact, reprises et complétées aux articles suivants ;

CONSIDÉRANT que les compléments de dossiers et engagements fournis par le demandeur sont de nature à répondre aux observations formulées par les services de l'État sur les enjeux forêt, biodiversité, paysagers et patrimoniaux, aux contributions favorables des conseils municipaux des communes concernées, aux observations du public ;

CONSIDÉRANT la prise en compte des enjeux environnementaux ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La S.A.S OMYA, SIRET n°56207267800179, dont le siège social est situé 6 rue Pierre Sépard - 51240 Omev, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Moulézan, au lieu-dit « Visseau du Corbeau et La Combe Posada », les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Localisation et surfaces occupées par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles suivantes :

Section C	N° Parcelle	Surface concernée par la demande (m ²)	Renouvellement/Extension
C	408 pp	8110	Renouvellement
C	411	13200	Renouvellement
C	412	1765	Renouvellement
C	413	1010	Renouvellement
C	414	1358	Renouvellement/extension
C	415 pp	38919	Renouvellement/extension
C	431	588	Renouvellement

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

La surface totale autorisée est de 64 950 m².

Le plan cadastral est joint en annexe 1.

Article 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d' :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;
- Autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier ;

Le bénéficiaire est autorisé à défricher pour une superficie de 570 m² les parcelles suivantes :

Commune	Lieux-dits	Section	Parcelle	Surface de la parcelle	Surface à défricher par parcelle
Moulézan	Visseau du Corbeau et La Combe Posada	C	415	307569 m ²	365 m ²
			414	1358 m ²	105 m ²
			413	1010 m ²	95 m ²
			411	13 200 m ²	5 m ²
TOTAL					570 m ²

Article 1.1.4 Modifications et compléments apportées aux prescriptions des actes antérieures

Les arrêtés préfectoraux suivants sont abrogés :

- l'arrêté préfectoral n°09-004N du 21 janvier 2009 autorisant la société ROCAMAT PIERRE NATURELLE à exploiter une carrière de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et la Combe Posada » ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°15-113N du 28 juillet 2015 concernant les accès à la carrière de calcaire autorisée sur le territoire de la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et la Combe Posada » ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°19-036N du 11 avril 2019 concernant le changement d'exploitant d'une carrière à ciel ouvert de calcaire exploitée sur la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et la Combe Posada » ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2022-024-DREAL du 21 juin 2022 modifiant les conditions d'exploitation et les garanties financières de la carrière exploitée sur la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et La Combe Posada » par la société POLYCOR FRANCE.
- l'arrêté préfectoral complémentaire N° 2024-002-DREAL du 19 janvier 2024 prorogeant d'un an l'arrêté préfectoral n°09-004N du 21 janvier 2009 modifié autorisant la carrière située sur le territoire de la commune de Moulézan au lieu-dit « Visseau du Corbeau et La Combe Posada » ;

Article 1.1.5 Les actes administratifs applicables

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des différents arrêtés ministériels applicables et notamment :

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : « Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels » ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » modifié ;

En cas de prescriptions divergentes avec celles du présent arrêté, la prescription la plus contraignante s'applique.

Article 1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Activité	Volume	Régime (1)
2510-1	1. Exploitation de carrières (A)	<p>Superficie autorisée : 6ha 49a 50ca (64950m²)</p> <p>Superficie de la zone d'extraction : 1,98ha</p> <p>Durée demandée : 10 ans (2 phases quinquennales)</p> <p>Production moyenne : 41 900 t/an</p> <p>Production maximale : 68 500 t/an</p> <p>Côte minimale d'extraction : 216 m NGF</p> <p>Épaisseur d'extraction : 50 m (côte minimale d'extraction : 216 m, sommet des fronts supérieurs : 266m NGF)</p> <p>Hauteur maximale des fronts : 10 m</p> <p>Banquette intermédiaire : 10 m</p> <p>Matériau extrait : calcaire</p> <p>Modalité d'exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - extraction des blocs à l'aide d'une haveuse et d'une machine à fil diamanté - extraction des zones argileuses à l'aide de tirs de mines, très ponctuels 	A
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, lavage	Puissance des installations : 150 kW	D
2517-2	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Surface de transit : 8000 m ²	D
2910	Combustion	Puissance totale : 600 kW	N.C.
1435	Stations-service	Volume annuel distribué : 50 m ³	N.C.

A (autorisation), D (Déclaration), N.C. (non classé)

Rubrique IOTA	Activité	Volume	Régime (1)
2.1.5.0-2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur	Gestion des eaux pluviales du site.	D

	le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :	Surface du bassin de collecte du projet totale : 6,5 ha	
	2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha		

A (autorisation) ou D (Déclaration)

Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

Article 1.4 Durée de l'autorisation et Cessation d'activité

Article 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement, l'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est la restitution d'une vocation naturelle du site. Le réaménagement doit être réalisé conformément aux prescriptions de l'article 8.3 du présent arrêté.

Article 1.4.2 Durée de l'autorisation et caducité

En application des articles L 181-28 et L 515-1 du code de l'environnement, l'exploitation de la carrière est accordée pour une durée de 10 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires en temps utile.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisé et dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R 211-117 et R 214-97 du code de l'environnement.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

Article 1.5 Garanties financières

Article 1.5.1 Obligation et établissement des garanties financières

Conformément aux dispositions de l'article R 516-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la carrière est subordonnée à la constitution et au maintien de garanties financières répondant à la remise en état du site après exploitation.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement susvisé.

Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.

Dès la mise en activité de l'installation, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement actualisé avec le dernier indice TP01 en vigueur lors de l'établissement de l'acte de cautionnement.

Article 1.5.2 Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique suivante : 2510.

Situation	Montant (€)
Phase quinquennale n°1 (0-5ans)	105 784
Phase quinquennale n°1 (5-10ans)	80 910

La valeur de l'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant des garanties financières est 129,8 (juin 2024, parution au JO le 14/08/2024).

Les plans des garanties financières correspondant aux phases mentionnées ci-dessus sont joints en annexe 2.

Article 1.5.3 Actualisation et renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.2. du présent arrêté.

Afin d'attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01,
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Ce montant actualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié susvisé, au montant de référence figurant dans le présent arrêté préfectoral, pour la période considérée.

Article 1.5.4 Levée de l'obligation des garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue par le code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée des obligations de garanties financières

Article 1.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection

Article 1.6.1 Dossier de l'installation

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation complété, soit la version de décembre 2023,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum,
- les rapports des visites et audits,
- les consignes prévues dans le présent arrêté.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 1.6.2 Bilan et rapport annuels

Une fois par an et avant la fin du mois de mars de l'année suivante, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (vérification de la conformité au présent arrêté, récapitulatif des mesures de protection des ressources en eau, élimination des déchets, résultats et analyse critique des mesures de niveaux de bruit et des vibrations, point sur l'avancement des travaux programmés, plan d'exploitation et de remise en état actualisé, incidents...) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Ce rapport peut être transmis sous format informatique.

Article 1.6.3 Conformité au présent arrêté

Les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté doivent avoir été prises.

L'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements, procédures, avec les dispositions du présent arrêté.

Cette vérification prend la forme d'un audit réalisé par un auditeur compétent, indépendant des services d'exploitation de la carrière, il est réalisé dans un délai d'un an maximum après la notification du présent arrêté. Cet audit est transmis dès sa rédaction à l'inspecteur des installations classées.

Article 1.7 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- assurer la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

L'exploitant met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 1.8 Autres dispositions

Article 1.8.1 Consignes

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 1.8.2 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.8.3 Patrimoine archéologique

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au service chargé du patrimoine archéologique le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale datée de juin 2023 susvisé intégrant les compléments datés de décembre 2023 susvisés. Les opérations de décapage des parcelles associées à l'extension de la zone d'extraction ne peuvent intervenir qu'après réception de l'avis du service du patrimoine archéologique.

L'exploitant se conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n°76-2020-0062 du 10 février 2020 portant prescription d'une fouille d'archéologie préventive susvisé préalablement à tous travaux d'extraction dans la zone définie par ledit arrêté préfectoral du 10 février 2020.

ARTICLE 2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Article 2.1 Dispositions générales

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), dans la mesure du possible revêtues d'un enrobé (ou revêtement équivalent), et convenablement nettoyées,
- les voies et aires de circulation ou de stationnement des véhicules non revêtues d'un enrobé (ou autre revêtement équivalent) font l'objet d'un traitement approprié d'abattage de poussière (arrosage, ...),
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- en cas de besoin, par temps sec notamment, arrosage des pistes de la zone d'extraction, des talus et des stockages de matériaux ;
- la vitesse sur les pistes est limitée à 30km/h ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;

- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant,
- maintien au maximum de la végétation autour du site,

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

L'exploitant établit une consigne qui détaille les techniques mises en œuvre pour limiter les émissions de poussières dans le cadre des opérations d'exploitation (tirs de mines, installation de traitement et extraction).

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3.1 Consommations d'eau

L'eau utilisée pour l'abattage des poussières et le nettoyage des blocs extraits provient du pompage des eaux météoriques accumulées en fond de fouille. Ces volumes sont complétés en période sèche par des apports en citernes d'eaux extérieures conformément aux données présentées dans l'étude d'impacts du dossier de demande d'autorisation environnementale (point 7.1.2 de l'étude d'impact de décembre 2023).

Les différents usages de l'eau font l'objet de comptabilisations séparées.

Tous les apports d'eaux extérieures font l'objet d'une traçabilité concernant :

- la provenance (origine du prélèvement - dûment autorisé pour un usage industriel -, nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau, et code national de la masse d'eau) ;
- les volumes entrants ;
- l'usage (abattage des poussières, nettoyage des blocs, protection incendie) ;

Conformément aux données de l'étude d'impact susmentionnée, la consommation annuelle - hors besoin du personnel et protection incendie -, ne dépasse pas 500 m³ par an.

Article 3.2 Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales et de nettoyage sont dirigées vers le fond de fouille. Ces eaux sont pompées vers des cuves de stockages pour répondre aux besoins de protection contre l'incendie, à l'abatage des poussières et au nettoyage des blocs extraits.

Au point haut de la piste d'accès, un bourrelet de matériaux de 40 cm environ empêche les eaux de la carrière de ruisseler sur ladite piste. Les eaux de la piste sont dirigées vers deux bassins de décantation situés au nord de la piste, à mi-hauteur et en point bas de celle-ci.

Les eaux ruisselant sur l'aire étanche sont dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejetées sur le site.

L'exploitation de la carrière ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des cours d'eau, ni modifier leur cheminement.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le site est isolé hydrauliquement des eaux pluviales extérieure par la construction d'un merlon périphérique ou d'un fossé périphérique avec des matériaux imperméables.

Article 3.3 Gestion point de rejet

Aucun effluent aqueux ne peut être rejeté vers l'extérieur du site.

Article 3.4 Conception et gestion des réseaux

Article 3.4.1 Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 3.4.2 Dispositions contre les pollutions accidentelles

Le ravitaillement et l'entretien des engins est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau (ou disposition équivalente) et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Les engins sont équipés de kits d'intervention qui contiennent le matériel approprié au traitement d'une pollution locale aux hydrocarbures ou à d'autres produits polluants. Les kits peuvent être stockés dans les ateliers ou dans les locaux s'ils sont rapidement et aisément accessibles. L'exploitant détient un registre du personnel formé sur l'utilisation des kits d'interventions.

Les engins mobiles seront stationnés, hors période d'activité, sur l'aire étanche.

En cas de déversement de produits polluants sur le sol, l'exploitant procède à un décapage des sols. Les terres souillées sont traitées en tant que déchets dangereux dans une filière adaptée.

ARTICLE 4 AUTORISATIONS EMBARQUÉES, MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

Article 4.1 Autorisation de défrichement

L'exploitant est autorisé à procéder au défrichement, en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier, des surfaces détaillées au point 1.1.3 du présent arrêté et telles que figurées sur le plan cadastral du défrichement joint au dossier de demande d'autorisation.

Article 4.1.1 Délai de mise en œuvre du défrichement

L'autorisation de défrichement est valable 5 ans à compter de sa date de délivrance.

Article 4.1.2 Indemnité compensatrice

Le défrichement, d'une surface de 570 m², est soumis à une indemnité compensatrice plancher de 1 000 euros.

Article 4.2 Protection des enjeux liés à la biodiversité

Article 4.2.1 Diagnostic des effets cumulés : piste de liaison vers les installations de traitements

L'exploitant fait réaliser une étude afin d'établir les impacts sur la biodiversité de la piste permettant l'acheminement de matériaux vers les installations de traitement au sein de la carrière voisine, sise au lieu-dit « Les Lens ». Cette étude s'attache notamment à apprécier l'effet «barrière »/rupture de continuité écologique de ladite piste. Il propose, le cas échéant, une ou des mesures de réduction d'impact.

Cette étude est réalisée dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 4.2.2 Mesures d'évitement et de réduction

Afin de limiter les impacts sur le milieu naturel, l'exploitant met en œuvre les mesures détaillées au chapitre 3 paragraphe 1 de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation environnementale, dans la dernière version de décembre 2023 susvisée, et dont les principales caractéristiques sont reprises ci-après. Des mesures supplémentaires, détaillées ci-après, sont prescrites suite à l'instruction du dossier de demande d'autorisation environnementale.

Article 4.2.2.1 Mesures d'évitement

L'exploitation est autorisée sur les parcelles figurant à l'article 1.1.2 du présent arrêté. L'extraction est autorisée sur la zone définie en annexe 1.

- Mesure E1, détaillée au point 3.1.1 de l'étude d'impact complétée :

L'arbre gîte recensé dans la partie nord de la zone d'étude est conservé.

Article 4.2.2.2 Mesures de réduction

Les mesures de réduction limitant les impacts sur le milieu naturel sont détaillées au point 3.1.3 de l'étude d'impact complétée de décembre 2023. Elles sont les suivantes :

- Mesure R1 : Mise en défens des secteurs à enjeux écologiques :

Les zones naturelles d'intérêt écologique à baliser sont notamment celles qui font l'objet des mesures d'évitement présentées ci-avant situées en marge de l'emprise du projet (exemple : arbre gîte, bâti en ruine, station de Belladone, éventuels nids de Damier de la Succise). Un marquage de ces zones, à l'aide d'un filet de balisage ou autre élément identifiable (chaînette, grillage) présentant des couleurs vives, sera effectué en marge des éléments à conserver. Elle sera suffisamment solide pour supporter des phénomènes venteux importants. Une pancarte « Attention, zone écologique à préserver, défense de déposer tout matériau » sera installée de façon suffisamment apparente pour être vue et respectée dès le démarrage du chantier.

- Mesure R2 : Adaptation du calendrier des travaux à la phénologie des espèces à enjeux :

Cette mesure comprend deux actions complémentaires qui sont :

- la réduction de l'attrait de la zone d'emprise pour la faune en amont des travaux ;
- et l'adaptation du calendrier des travaux afin qu'ils génèrent le moins d'impact possible.

L'exploitant respecte le calendrier présenté en page 224 de l'étude d'impact complétée, point 3.1.3, en ne réalisant les opérations de défrichement et débroussaillage qu'entre les mois de septembre et novembre inclus, et matérialise sur le terrain des zones à sensibilités écologiques qui devront être

maintenues en l'état afin de réduire les effets négatifs du projet sur l'environnement naturel, ses habitats sensibles et ses fonctionnalités vitales.

- Mesure R3 : Entretien des zones débroussaillées (OLD) en accord avec les enjeux écologiques :

Sous réserve du respect des préconisations du SDIS, la mise en place et l'entretien des bandes soumises à OLD sont réalisés conformément aux modalités détaillées en page 225 à 228 de l'étude d'impact complétée, point 3.1.3.

Complément à la mesure R3 défini par la Direction de l'Écologie de la DREAL :

Afin de préserver les espèces, les travaux de défrichement, débroussaillage, dessouchage sont autorisés entre le 15 septembre et le 15 novembre.

Afin de minimiser l'impact du projet sur les reptiles patrimoniaux et protégés, les zones de pierriers dans les emprises de la bande de débroussaillage sont évitées. Ces pierriers ne sont pas déplacés afin de servir de refuges permanents pour les reptiles et l'ensemble de la petite faune à l'approche des engins de chantier. La cartographie de ces milieux sensibles (établie à une échelle lisible pour les intervenants du chantier) est réalisée en amont des travaux dans les documents de planification environnementale. Elle est transmise sur simple demande à l'inspecteur en charge de l'inspection pour le compte de la DREAL.

Un rapport est rédigé lors de chaque opération afin de décrire les opérations réalisées et de les cartographier. Ces documents sont mis à disposition, dès leur rédaction, sur simple demande de l'inspecteur en charge du contrôle.

- Mesure R4 : Transplantation de pieds de belladone et de la Céphalaire à fleurs blanches :

Les pieds de Belladone et de Céphalaire à fleurs blanches concernés par un risque de destruction feront l'objet d'une transplantation à l'automne, période généralement accompagnée de fortes précipitations permettant ainsi une meilleure reprise de la végétation. Cette transplantation se fera sur des secteurs proches de la carrière, sous maîtrise foncière d'Omya et dans des habitats similaires afin de maintenir des conditions susceptibles de garantir l'efficacité de cette opération.

L'exploitant applique les mesures de réduction supplémentaires suivantes :

- Mesure de réduction sur l'abattage des arbres :

Les travaux d'abattage des arbres sont encadrés par un écologue.

L'abattage des arbres est autorisé entre fin septembre et fin octobre.

Un protocole d'abattage des arbres doit être mis en œuvre avant le début du chantier et doit comprendre :

- un inventaire diurne et nocturne par un écologue compétent des cavités arboricoles des arbres à abattre préalablement marqués pour localiser les gîtes potentiels de chiroptères ou autre espèces protégées,
- la mise en place de manchons « dit chaussettes trouées » sur les cavités occupées par les espèces protégées ou supposées l'être avant l'intervention d'abattage, permettant aux individus de quitter leur abri et de les empêcher de pénétrer à nouveau dans la cavité,
- l'obstruction/obturation au maximum des cavités arboricoles non utilisées par les espèces protégées par différentes techniques et reconnues par les bonnes pratiques en vigueur afin de condamner l'entrée des cavités en cas d'absence certaine d'espèces protégées pour éviter de piéger les individus.

Une fois l'arbre et/ou les grumes posés au sol et déplacés dans les zones de stockage prévues à cet effet, chaque cavité sera vérifiée par un chiroptérologue qui obstruera la cavité afin d'empêcher toute colonisation ultérieure par une espèce protégée.

Une fiche illustrée par arbre décrit la date d'intervention, les opérations réalisées et les enjeux potentiels ou avérés et précise s'il est soumis à la mesure du protocole d'abattage dite « douce », décrite ci-dessus. Cette fiche est illustrée par des photographies (arbre, cavités...). Ces fiches et protocoles sont mis à disposition sur simple demande de l'inspection en charge du contrôle pour le compte de la DREAL.

Avant toute utilisation sur le chantier, les outils utilisés pour l'abattage (lame de tronçonneuse...) doivent être nettoyés afin de ne pas constituer un vecteur d'agents pathogènes pour les espèces végétales et

animales présentes sur le site. Cette opération de nettoyage doit être tracée dans un document approprié (par exemple compte-rendu de chantier) et être contrôlée par l'écologue du chantier. Ces documents sont mis à disposition de l'inspecteur en charge du contrôle pour le compte de la DREAL.

Les principaux gros résidus de bûcheronnage (hors présence de chiroptères) sont immédiatement évacués vers des installations dûment autorisées afin d'éviter l'installation d'espèces sur zone (chantier), notamment de reptiles ou de hérisson d'Europe.

- Mesure de réduction et d'accompagnement pour les amphibiens :

Sous la supervision d'un écologue, le bassin d'orage présent en limite extérieure du périmètre d'autorisation est aménagé de sorte qu'au moins une des pentes soit douce afin de favoriser l'entrée et la sortie des amphibiens. Cet aménagement est effectué avant l'exploitation du point le plus bas de la carrière.

Article 4.2.3 Mesures de suivi

Chaque année, l'exploitant tient à la disposition de l'administration, le bilan commenté de la mise en œuvre des mesures ER et de leur suivi, ainsi que tous les éléments de preuve de la mise en œuvre de ces mesures.

Les mesures de suivi (écologiques et spécifiques) sont transmises, sous format électronique, à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures d'accompagnement suivantes sont mises en œuvre :

- MS1 : Suivi des mesures mises en place

Afin de garantir la bonne application des mesures de réduction et d'accompagnement, l'exploitant procède à l'audit et à l'encadrement écologique desdites mesures. Conformément aux détails apportés par l'étude d'impact complétée (page 239, point 3.1.5.3), l'exploitant fait réaliser :

- un audit avant travaux,
- un audit pendant travaux,
- un audit après chantier, lequel donne lieu à un compte rendu final transmis à l'inspection des installations classées.

La MS1 est complétée par la Direction de l'Écologie de la DREAL comme suit :

L'écologue compétent vérifie la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes du bénéficiaire.

Les suivis par l'écologue en phase chantier sont à minima les suivants :

- 1 passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes potentiels, nids...) afin de pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier,
- une périodicité mensuelle durant les phases d'exploitation,
- un passage à la fin des travaux.

Chaque passage permet de vérifier et contrôler la bonne conformité du chantier par rapport aux mesures prescrites et fait l'objet d'un rapport détaillé (photographies...) transmis au bénéficiaire sous un délai maximum de trois jours après intervention. Ce rapport est tenu à disposition de l'inspecteur en charge du contrôle pour la DREAL. En fonction des constats réalisés, l'écologue peut proposer des mesures à mettre en œuvre que le bénéficiaire doit réaliser.

Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement le bénéficiaire.

Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie cette information, les solutions appropriées à mettre en place ainsi que le calendrier associé.

- MS2 : Suivi scientifique des impacts de l'aménagement sur les groupes biologiques étudiés

La fréquence et le calendrier du suivi est défini par l'étude d'impact complétée (page 239 et 240, point 3.1.5.3).

La MS2 est complétée par la Direction de l'Écologie de la DREAL comme suit :

Les suivis sont réalisés suivant le principe BACI (Before – After – Control – Impact) selon des protocoles standardisés lorsqu'ils existent.

Si les protocoles utilisés lors de la réalisation de l'état initial du dossier ne correspondent pas aux protocoles standardisés qui seront utilisés lors des suivis, alors un nouvel état zéro doit être réalisé selon ces protocoles.

En compléments des suivis proposés dans le dossier, un suivi des chiroptères doit être réalisé, avec 3 passages annuels : avril-mai, juin-juillet et août-septembre.

Article 4.3 Intégration paysagère

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Notamment, l'exploitant met en œuvre de façon coordonnée à l'exploitation les mesures de réduction R. 9 à R. 12 détaillées au point 4.1.4 (pages 247 à 249) de l'étude d'impact complétée de décembre 2023.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

ARTICLE 5 PROTECTION DU CADRE DE VIE

Article 5.1 Limitation des niveaux de bruits

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 5.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

Article 5.3 Vibrations

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les vibrations émises respectent les règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 5.4 Dispositions particulières aux tirs de mines

L'exploitant doit respecter les prescriptions applicables à l'article 22.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation d'une carrière.

Pour chaque tir de mines, un plan de tir est établi et fait apparaître :

- la zone de tir repérée par ses coordonnées ;
- le nombre et la position des trous de mines ;

- le numéro des détonateurs utilisés ou les dates de départ en cas d'utilisation de tir séquentiel ou non électrique ;
- la charge des trous ;
- la charge unitaire instantanée.

Sur les enregistrements recueillis, doivent être mentionnés :

- la date et l'heure de tir ;
- la référence de l'enregistrement ;
- les vitesses particulières ;
- le lieu d'enregistrement ;
- la distance entre l'enregistreur et le plus proche trou du tir.

L'exploitant met en œuvre un système d'information avec la participation de la commune Moulézan pour la localisation des zones à risque. Le système d'information permet de communiquer par avance les jours et heures des tirs de mines. Un réseau de surveillance de l'évaluation des vibrations est également constitué par la mise en place des capteurs dans les zones identifiées à risque.

Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 5.5 Dispositions particulières au risque feu de forêt

Le projet respecte les dispositions :

- du porter à connaissance de l'aléa feu de forêt dans le Gard daté du mois d'octobre 2021 ;
- du guide de normalisation des interfaces aménagées daté du mois de novembre 2015.
- de l'arrêté préfectoral n°DDTM-SEF-2020-0071 réglementant l'usage de certains matériels dans le cadre de la prévention des incendies de forêt, en particulier pour la réalisation des travaux de défrichement et de débroussaillage.

ARTICLE 6 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 6.1 Conception des installations

Article 6.1.1 Installation électrique

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Article 6.1.2 État des stocks de produits dangereux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les Fiches de Données de Sécurité (FDS).

L'exploitant tient à jour un inventaire indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ce registre est tenu à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et de l'inspection.

Article 6.2 Dispositifs et mesures de prévention des accidents

Article 6.2.1 Localisation des risques

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles

pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 6.2.2 Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 6.2.3 Surveillance de l'installation

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.

Article 6.2.4 Formation du personnel

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

Article 6.2.5 Contrôle des accès

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 6.2.6 Accessibilité au site et circulation.

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 6.3.1 Moyens d'intervention en cas d'accident

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Article 6.3.2 Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties des installations présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

Article 6.3.3 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). L'exploitant assure l'accueil et la prise en charge des sapeurs-pompiers à partir de l'entrée sur site. Un plan schématique du site, sous forme de pancarte inaltérable, est mis à disposition des sapeurs-pompiers afin de faciliter leur intervention.

L'exploitant met en œuvre sur son site deux citernes d'eau de 49 et 30 m³ équipées d'un « raccord pompier » pour la défense incendie.

L'exploitant met à disposition aux services de secours un plan de son site recensant les moyens d'intervention. Ce plan est tenu à dispositions de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

Article 7.1 Gestion générale des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits.

A cette fin, il doit, conformément à la partie déchets de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possible.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

Article 7.2 Séparation des déchets générés par ses activités

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblayage, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-195 à R 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU FONCTIONNEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 8.1 Phasage de l'exploitation

L'installation est exploitée selon le plan de phasage joint en annexe 2 du présent arrêté.

Les phases d'exploitation quinquennales sont les suivantes :

Phase	Exploitation
1	Pas de décapage Extraction sur la partie sud de la zone d'extraction existante Valorisation des stériles stockés sur cette zones, réaménagement des surfaces ainsi libérées Réalisation d'une fouille archéologique prévu par l'arrêté préfectoral n°76-2020-0062 du 10 février 2020 dans le nord de la zone d'extraction
2	Décapage vers le nord de la zone d'extraction après réalisation des fouilles archéologiques Agrandissement et approfondissement de la fosse (cote minimale 216 m NGF) Portions de fronts ouest réaménagés de façon coordonnée à l'exploitation En fin d'exploitation, remise en état des fronts résiduels et des zones de stockages nord

Article 8.2 Stockage et exploitation des matériaux

Le stockage de la terre végétale est limité à une hauteur de 3 mètres.

Article 8.3 Remise en état et acceptation de déchets inertes extérieurs

Le plan de la remise en état finale se trouve en annexe 3 du présent arrêté. La remise en état doit permettre une restitution à la vocation naturelle du site par intégration paysagère et valorisation écologique.

Le site n'admet pas de déchets inertes extérieurs.

ARTICLE 9 DISPOSITIONS FINALES

Article 9.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nîmes :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er* ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 9.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Moulézan et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Moulézan pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Gard pendant une durée minimale d'un mois.

La présente autorisation fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours au moins

avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations de défrichement.

Le bénéficiaire dépose à la mairie de situation du terrain le plan cadastral des parcelles à défricher pendant la durée des opérations de défrichement. Mention en est faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

Article 9.3 Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Nîmes, le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de la commune de Moulézan et à la société OMYA.

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général

Yann GÉRARD

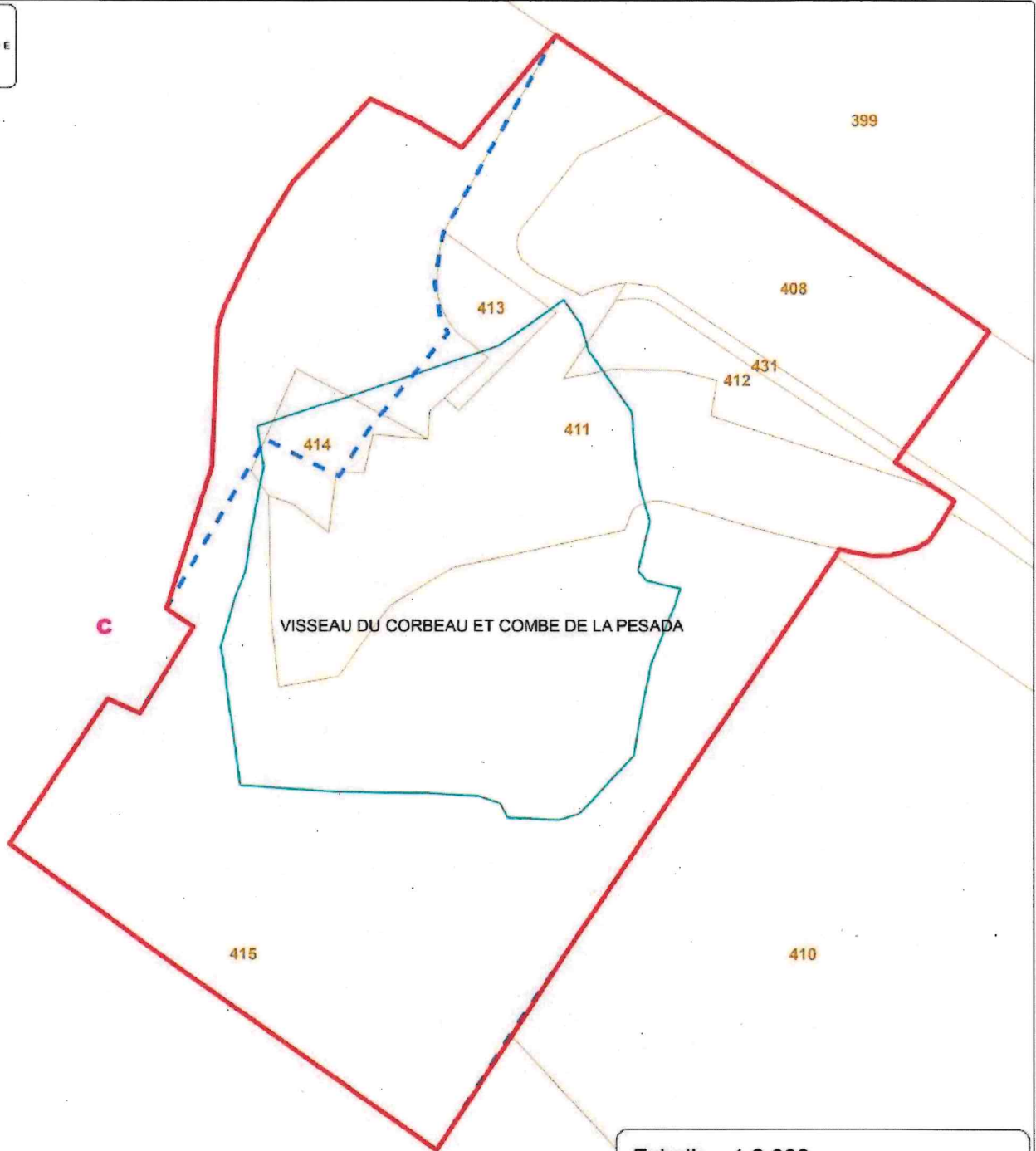
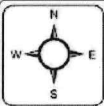
ANNEXE 1

Lieu-dit "Visseau du Corbeau"
Moulezan (30)

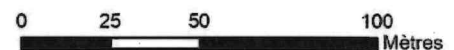
Dossier de renouvellement d'une carrière
et régularisation de son périmètre



PLAN CADASTRAL



Echelle : 1:2 000



Légende

- | | |
|----------------------------------|------------|
| Emprise demandée en autorisation | Sections |
| Emprise actuelle | Lieux-dits |
| Zone d'extraction | Parcelles |



Date : 19/03/2023

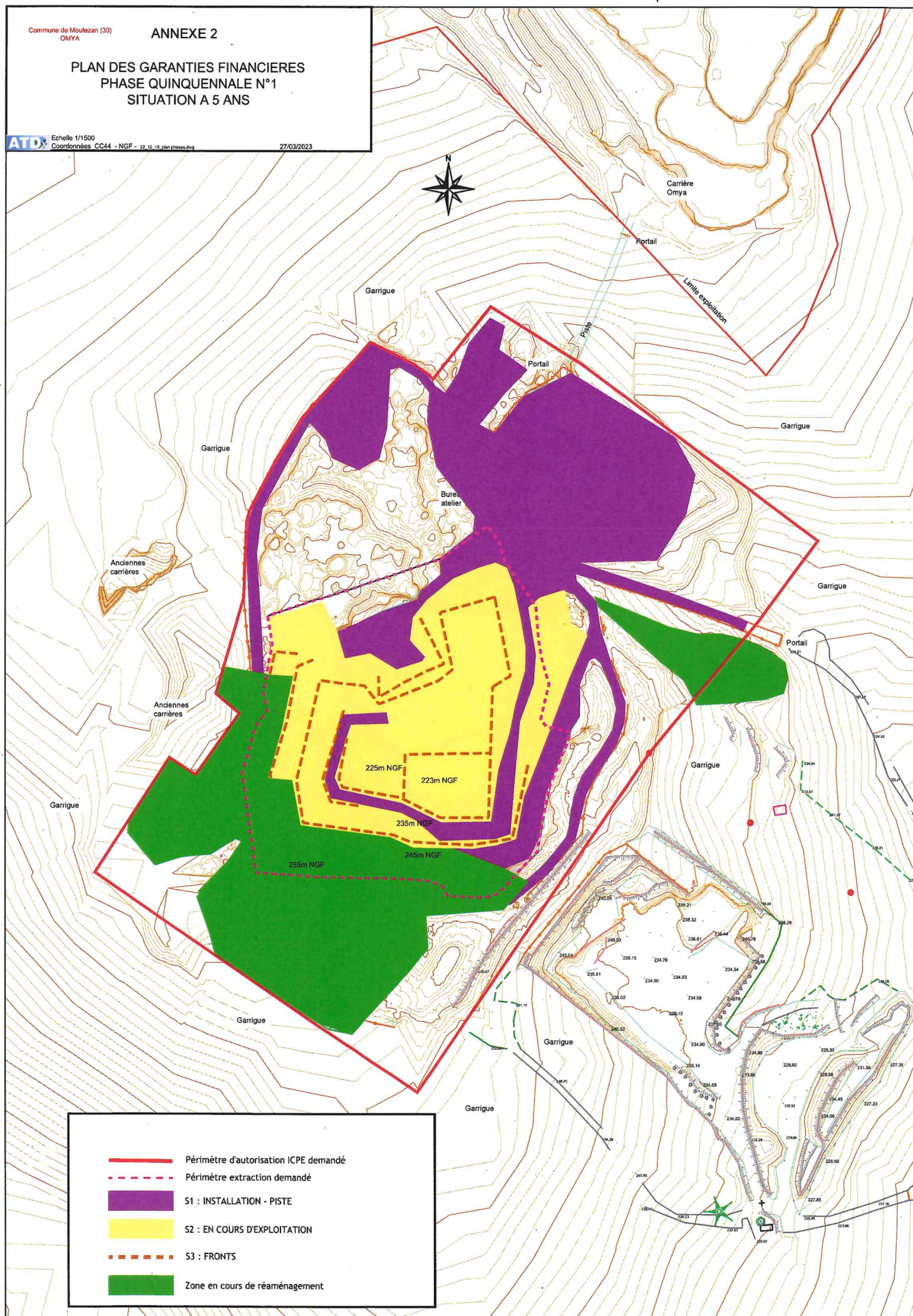
Fichier : Plan_cadastral_2000_A4V.mxd

Sources : IGN, ONYA, POLYCOR, cadastre.gouv.fr

PLAN DES GARANTIES FINANCIERES PHASE QUINQUENNALE N°1 SITUATION A 5 ANS

ATD Echelle 1/1500
Coordonnées CC44 - NGF - 22 12 15 plan phases.dwg

27/03/2023



- | | |
|---|---------------------------------------|
|  | Périmètre d'autorisation ICPE demandé |
|  | Périmètre extraction demandé |
|  | S1 : INSTALLATION - PISTE |
|  | S2 : EN COURS D'EXPLOITATION |
|  | S3 : FRONTS |
|  | Zone en cours de réaménagement |

PLAN DU REAMENAGEMENT

ATD Echelle 1/1500
Coordonnées CC44 - NGF - 23 63 31 plan_reamenagement.dwg

24/04/2023

N= 3191.400

N= 3191.250

N=

E= 1792.650

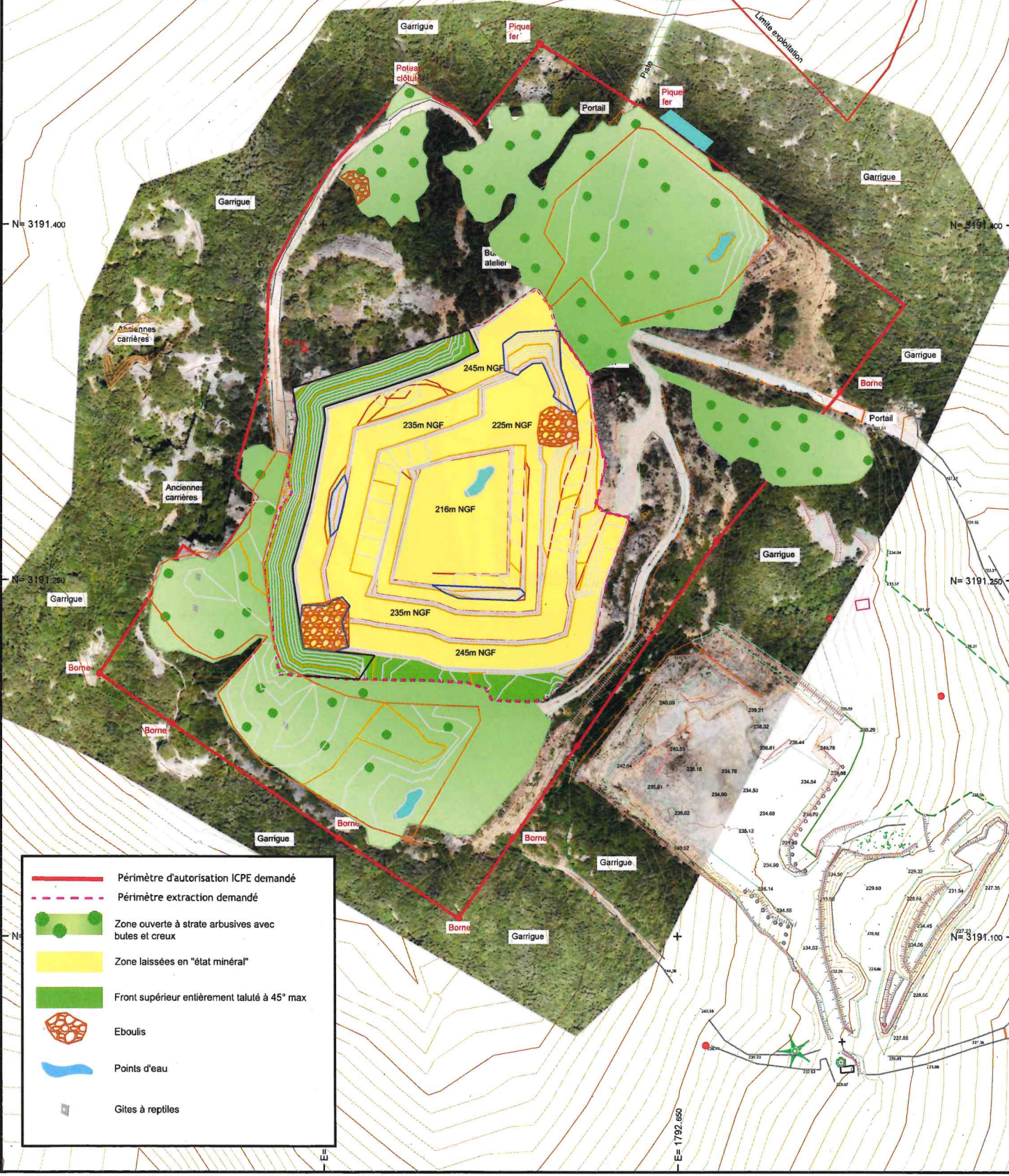
N= 3191.550

N= 3191.400

N= 3191.250

N= 3191.100

E= 1792.650



- Périmètre d'autorisation ICPE demandé
- - - Périmètre extraction demandé
- Zone ouverte à strate arbuses avec bules et creux
- Zone laissées en "état minéral"
- Front supérieur entièrement taluté à 45° max
- Eboulis
- Points d'eau
- Gites à reptiles